

Convention collective

IDCC : 9311. – **EXPLOITATIONS AGRICOLES DE POLYCLTURE, ÉLEVAGE,
VITICULTURE, ARBORICULTURE, EXPLOITATIONS DE MARAÎCHAGE
ET EXPLOITATIONS DE PRODUCTIONS LÉGUMIÈRES
(HAUTE-GARONNE)**

(29 juin 1971)

(Etendue par arrêté du 17 mars 1972,
Journal officiel du 15 avril 1972)

■ *Journal officiel* du 3 février 2009

**Arrêté du 23 janvier 2009 portant extension d'un avenant à la
convention collective de travail concernant les exploitations agri-
coles de polyculture, élevage, viticulture, arboriculture, exploita-
tions de maraîchage et exploitations de productions légumières
du département de la Haute-Garonne (n° 9311)**

NOR : AGRS0901937A

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu les articles L. 2261-15 et suivants et R. 2231-1 du code du travail ;

Vu l'arrêté du 17 mars 1972 portant extension de la convention collective
de travail du 29 juin 1971 concernant les exploitations agricoles de poly-
culture, élevage, viticulture, arboriculture, exploitations de maraîchage et
exploitations de productions légumières du département de la Haute-Garonne
et les arrêtés successifs portant extension des avenants à ladite convention ;

Vu l'avenant du 3 juin 2008 à la convention susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis relatif à l'extension publié au *Journal officiel* du 10 sep-
tembre 2008 ;

Vu l'avis motivé de la sous-commission agricole des conventions et
accords de la Commission nationale de la négociation collective ;

Vu l'accord donné par le ministre du travail, des relations sociales, de la
famille, de la solidarité et de la ville,

Arrête :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'avenant n° 130 du 3 juin 2008 à la convention col-
lective de travail du 29 juin 1971 concernant les exploitations de polyculture,
élevage, viticulture, arboriculture, exploitations de maraîchage et exploita-

tions de productions légumières du département de la Haute-Garonne sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de ladite convention.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant visé à l'article 1^{er} est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur des affaires financières, sociales et logistiques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 23 janvier 2009.

Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur des affaires financières,
sociales et logistiques,*
F. DE LA GUÉRONNIÈRE

Nota. – Le texte de cet avenant a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2008/44, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8 €.